



Centre Hospitalier Le Vinatier

**Direction Achats et Ingénierie
Service Sécurité Incendie**

ACCORD-CADRE DE SERVICES

**Entretien, Maintenance préventive/curative et
Désincarcération des ascenseurs, des monte-charges, des
plateformes élévatrices du site principal et des structures
extra muros**

N°250107

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
Contenu général des missions attendues du prestataire**

Table des matières

1.	OBJET DES PRESTATIONS	3
2.	TEXTES DE REFERENCE ET RESPONSABILITES	3
3.	ETUDES DE SECURITE ET INVENTAIRE DES INSTALLATIONS	4
4.	PLAN DE PREVENTION	5
5.	ORGANISATION DU SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
6.	DETAIL ET CONDITIONS DES PRESTATIONS	5
6.1	HORAIRES D'INTERVENTION :	5
6.2	MAINTENANCE PREVENTIVE – CONTRAT DE TYPE MINIMAL :	5
6.3	MAINTENANCE CURATIVE SUR APPEL :	7
6.4	VISITES TECHNIQUES REGLEMENTAIRES (ET SUITES NOTAMMENT LEVEES DE RESERVES) :	8
6.5	PRESTATIONS DIVERSES :	8
6.6	TRAÇABILITE DES INTERVENTIONS	8
6.7	OBLIGATION DE RESULTAT	9
6.8	APPAREILS DE MARQUE « ORONA »	9
6.9	VALISES DE DIAGNOSTICS	9
7.	MODALITES D'INTERVENTION, REMPLACEMENT DU PERSONNEL DEFAILLANT	9
8.	INFORMATION VERS LE CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER ET LES USAGERS	10
9.	INFORMATION VERS LE TITULAIRE	11
10.	MISE EN PLACE DU MARCHE ET FIN DE MARCHE	12

1. OBJET DES PRESTATIONS

Le présent marché concerne des prestations de maintenance préventive, curative et de désincarcération des ascenseurs, des monte-charges, des plateformes élévatrices du site principal du Centre Hospitalier Le Vinatier situé à Bron et de ses structures dites « extra muros » situées en métropole lyonnaise (voir liste des équipements et leur adresse indiqué dans la DPGF).

La liste des équipements pourra évoluer en cours de marché par ordre de service.

2. TEXTES DE REFERENCE ET RESPONSABILITES

Les textes de références du présent marché sont notamment les suivants :

- Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.
- Arrêté du 11 mars 1977 relatif à l'entretien des installations de monte-charges non accompagnés et plateformes élévatrices.

Le titulaire doit assurer pendant toute la période du contrat la maintenance préventive et curatrice des installations en respectant les règlements de sécurité contre les risques d'incendie dans les ERP, les normes en vigueur, les règles de l'art de la profession se rapportant à la maintenance des ascenseurs et appareils élévateurs.

Le Titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés et qualifiés ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du contrat.

En cas de négligence ou carence dans l'exécution des clauses du contrat, les travaux de remise en état seront à la charge du titulaire.

Pour les présentes prestations, le titulaire justifiera annuellement d'une assurance couvrant :

- Sa responsabilité civile vis-à-vis des dommages occasionnés aux lieux et aux personnes ou l'égard du Centre Hospitalier Le Vinatier ou des parties prenantes de l'opération.
- Sa responsabilité professionnelle de technicien du bâtiment pour tous les travaux correspondant au champ d'une garantie biennale ou décennale.

L'entreprise assurera la totalité des incidents dont pourrait être victime son personnel dans le cadre de son activité professionnelle, et c'est-à-dire, quelles qu'en soient la cause ou les conséquences, y compris médicales, qui pourraient s'en suivre.

Par ailleurs, l'entreprise s'engage à ne pas entreprendre d'action pouvant présenter des risques pour les agents et les usagers de Centre Hospitalier Le Vinatier.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé des besoins, de la constitution et de l'état des installations. Les caractéristiques des équipements qui figurent en annexe ne sont pas exhaustives.

L'entreprise peut procéder avant de remettre son offre à toute vérification et relevé nécessaires à son information ;

Il ne sera pas tenu compte, après remise des offres, des réclamations fondées sur l'ignorance et la consistance techniques des installations, objet du présent marché.

3. ETUDES DE SECURITE ET INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Le titulaire doit planifier et réaliser une étude de sécurité de chaque appareil dans le mois qui suit la prise d'effet du contrat d'entretien et dans le mois qui suit la réalisation de transformations importantes.

Il doit les apposer en local des machines sous pochette plastique de protection.

L'absence d'étude de sécurité en local des machines et/ou sur la fiche informatique de l'appareil dans les délais indiqués ci-dessus pourra donner lieu à des pénalités définies dans le CCAP.

Dans un délai de 2 mois après notification du marché, un carnet d'identité et de santé des installations et matériels confiés à l'exploitant sera établi par lui et adressé au service gestionnaire du marché (Sécurité Incendie - Direction du Pôle Achat Ingénierie du Centre Hospitalier Le Vinatier).

Ce carnet précisera notamment la nature des matériels, leur âge, leur état technique, leur état d'entretien, leur conformité à la réglementation en vigueur, le numéro GMAO, le nom du technicien intervenant, la date d'intervention ; il sera sous forme informatique modifiable (.xlsx) et sous format papier.

Le Centre Hospitalier Le Vinatier fournira au titulaire des étiquettes GMAO à apposer sur les équipements au moment de l'inventaire.

Ce carnet sera annexé et devra être mis à jour par le titulaire à chaque intervention.

Le cas échéant, le titulaire proposera un devis de remise en conformité et/ou en état de fonctionnement.

En fin de contrat, et quelle que soit la cause de la rupture de contrat (anticipée ou à terme), un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux des installations sera établi par les deux parties. Il sera accompagné de la liste des travaux d'entretien à la charge du titulaire et non encore réalisés à la fin du marché.

Tous plans et notices relatifs aux installations seront remis au Centre Hospitalier Le Vinatier, avec mise à jour si des modifications ont été apportées en cours de contrat.

La listes des appareils est susceptible d'évoluer en cours de marché, tout ajout ou retrait d'appareil fera l'objet d'un ordre de service valorisé.

Au regard de l'évolution du patrimoine du Centre Hospitalier Le Vinatier, le titulaire devra s'équiper des matériels nécessaires au diagnostic des pannes.

Un état des lieux contradictoire aura lieu avec l'ancien titulaire 6 semaines avant la fin du marché en cours. Cet état des lieux doit se faire appareil par appareil afin de vérifier que le fournisseur sortant a bien rempli ses obligations et lui faire réaliser les maintenances en fin de contrat sans qu'elles se reportent sur le nouveau fournisseur.

4. PLAN DE PREVENTION

Le titulaire organisera dans les 15 jours suivant la date de notification de son marché une rencontre avec le service gestionnaire du marché (service Sécurité Incendie) pour formaliser les documents relatifs au Plan de Prévention d'hygiène et de Sécurité.

Le titulaire prendra notamment connaissance des conditions d'intervention et des bonnes pratiques de sécurité à appliquer au regard de la clientèle de l'établissement (par exemple, ne pas laisser d'outillage sans surveillance, établissement de permis feu pour travaux par points chauds...). Ces éléments seront intégrés dans le plan de prévention.

5. ORGANISATION DU SUIVI DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Une réunion de démarrage des prestations sera planifiée dès la notification de l'accord-cadre.

Une réunion de suivi de l'exécution des prestations est organisée tous les trois (3) mois au cours de laquelle seront abordés tous les points liés à l'exécution de l'accord-cadre comme, par exemple, la complétude des carnets de visite, un point de situation concernant les interventions en extra-muros, ...etc. Un compte rendu de réunion est rédigé à l'issue de chaque réunion pour suivi des actions à mener.

6. DETAIL ET CONDITIONS DES PRESTATIONS

6.1 Horaires d'intervention :

Les prestations d'entretien préventif seront réalisées les jours ouvrés du lundi au vendredi entre 8h30 et 18h00.

Les prestations de dépannage devront être assurées 7 jours/7 dans un délai de 4h après appel client, a minima selon les plages suivantes :

- Du lundi au jeudi de 8h00 à 19h00
- Les vendredi et samedi de 8h00 à 18h00.
- Les Dimanches et jours fériés de 8h30 à 17h00

Les prestations de désincarcération seront réalisées 7 jours/7, 24h/24 dans un délai d'1h après appel client. Ces prestations peuvent être sous-traitées.

Les prestations de désincarcération doivent être suivies d'une intervention technique de contrôle et de remise en service.

6.2 Maintenance préventive – contrat de type minimal :

La maintenance préventive a pour but de garantir le maintien dans le temps des performances des équipements et de limiter les pannes pour maintenir un fonctionnement régulier des appareils. Elle consiste en des opérations de vérification, de contrôle et tests comme en des opérations de réglage et

de changement de pièces d'usure prévues réglementairement dans les contrats minimaux (arrêté du 18 novembre 2004 modifié relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs). Les visites préventives et tous remplacements de pièces doivent être réalisés avant leur défaillance, selon les règles de l'art et dans un souci de minimiser les pannes.

L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à six semaines.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne pourra tenir lieu de visite d'entretien.

Le prestataire a une obligation de conseil.

Le coût forfaitaire de la maintenance préventive comprend :

- La main d'œuvre y compris les frais de déplacement,
- L'outillage individuel et appareils de mesure et de calibrage nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance,
- Les fournitures consommables et pièces prévues à l'arrêté du 18 novembre 2004 modifié relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs Le renseignement du carnet d'identité et de santé des appareils

Ne seront pas inclus au contrat et feront l'objet de facturations spécifiques, sur devis pour tous les éléments suivants:

- Les travaux de réparation et de changement de pièces non prévues au contrat minimal
- Les travaux de modernisation
- Les travaux de mise en conformité des appareils
- Les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure, par l'incendie, l'explosion, l'inondation, la foudre, le gel, les catastrophes naturelles, les ambiances corrosives, l'accident indépendant de l'action du Titulaire, l'usure des pièces autres que celles listées, ou la surtension électrique ;
- Les évolutions techniques dues à de nouvelles réglementations ou recommandées ou exigées par les autorités réglementaires ;
- Les réparations et travaux consécutifs à du vandalisme.

Les visites de maintenance préventive sont définies selon les équipements à maintenir. Chaque année, un planning de maintenance préventive sera proposé par le titulaire.

Le calendrier fera apparaître :

- La date d'intervention,
- Le lieu d'intervention,
- Les installations concernées,
- La nature des entretiens prévus,
- Le nom de la ou les personnes intervenantes.

Après chaque visite, le technicien devra renseigner le carnet d'identité et de santé et fournir par mail un rapport de visite détaillé ; il précisera en particulier :

- Le détail des anomalies éventuellement constatées, le détail des travaux effectués et le temps passé par le ou les spécialistes (avec indication de leur qualification),
- La liste détaillée des pièces remplacées,
- Le compte-rendu détaillé des essais et vérifications effectuées,
- L'état de fonctionnement des équipements,
- Les éventuelles préconisations proposées par le titulaire.

Toutes sujétions de remise en état feront l'objet d'un devis suivi d'un bon de commande en cas d'acceptation de Centre Hospitalier Le Vinatier.

6.3 Maintenance curative sur appel :

La maintenance curative sur appel consiste à effectuer dans les délais fixés, les réparations nécessaires chaque fois que le fonctionnement d'un équipement sera signalé défectueux.

Délai d'intervention de dépannage

En cas de panne et pour des réparations sans remplacement de pièces, le prestataire devra intervenir dans un délai maximum de **4 heures** à compter de l'appel du Service Sécurité de l'établissement.

Pour cela il devra proposer un système d'appel précis et opérationnel, détaillant l'organisation en journée, nuit, week-end et jours fériés.

L'établissement ne recourra à l'astreinte que pour le dépannage des appareils du site principal. Les appareils des sites extérieurs seront dépannés en jours ouvrés de 9h à 17h du lundi au vendredi. Les sites extérieurs fermant à 17h, les dépannages doivent être terminés à cet horaire.

En cas d'obligation de changement de pièce(s), nécessaire à la remise en service de l'appareil, le prestataire s'engage à remettre en service l'installation dans les plus brefs délais.

Si ce délai est supérieur à 3 jours, le prestataire adresse un courrier électronique au Service Sécurité de l'établissement afin de préciser le délai et indiquer de manière détaillée les motifs du délai.

A l'issue de l'intervention le prestataire devra adresser un rapport de maintenance curative et renseigner le carnet d'identité et de santé et fournir par mail un rapport de visite détaillé.

Le non-respect du délai de dépannage ainsi défini donnera lieu à une pénalité fixée à l'article 12.1 du CCAP.

Délai d'intervention pour les désincarcérations

Le **délai maximum de désincarcération** des personnes et des charges est fixé à **1 heure** à compter de la réception de l'appel émanant du Service Sécurité de l'établissement.

Le prestataire devra proposer un système d'astreinte joignable 24h/24. Le candidat précisera dans son mémoire technique les modalités d'appel de l'astreinte de dépannage et désincarcération (numéros en semaine, nuit, week-end ...)

Pièces de rechange :

Les pièces listées seront disponibles localement ou seront approvisionnées dans un délai maximum de 3 jours ouvrés à compter de l'intervention, exception faite de pièces particulières nécessitant une fabrication ou un approvisionnement spécifique (liste à définir avec le prestataire - par exemple : vis d'entraînement, poulie, panneau de porte).

La fourniture et la pose de pièces hors contrat feront l'objet de facturation supplémentaire sur devis à faire valider par le client.

Un petit stock de pièces de rechange courantes (courroies, boutons d'appel etc..) sera constitué et pourra être entreposé dans les locaux du service sécurité incendie.

Mise à l'arrêt des matériels :

Le prestataire s'engage à informer immédiatement le Responsable du Service Sécurité Incendie de toute mise à l'arrêt d'une installation, précisant la nature du dysfonctionnement, et le délai prévisionnel de remise en service.

Une information devra être adressée de la même façon consécutivement à la remise en service.

Dans tous les cas d'arrêt d'équipement, le prestataire s'engage à informer les usagers par une information apposée sur la porte de tous les niveaux de l'ascenseur.

Le prestataire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien mis à la disposition par l'établissement au PC Sécurité.

6.4 Visites techniques réglementaires (et suites notamment levées de réserves) :

Le prestataire est tenu d'accompagner le bureau de contrôle lors des vérifications annuelles et quinquennales.

Les éventuelles réserves émises par le bureau de contrôle seront transmises par mail au titulaire du marché par le service sécurité incendie.

Les réserves devront être levées par le titulaire du marché dans les deux mois suivant la transmission des réserves ou avant la date de vérification annuelle de l'année suivante si elle est inférieure à deux mois.

Le non-respect de ces délais entrainera l'application des pénalités prévues au CCAG du présent marché.

6.5 Prestations diverses :

En sus de la maintenance des appareils à proprement parler, le prestataire devra assurer au titre de son contrat des opérations d'entretien des locaux techniques dédiés et machineries embarquées :

- Nettoyage complet des locaux techniques et entretien des éclairages (normal et secours)
- Entretien des tableaux de branchement
- Entretien et dépannage des matériels antiparasites
- Présence d'un technicien dans le cadre d'éventuels audits, diagnostics ou visites de contrôle effectués par des bureaux spécialisés mandatés par l'établissement.
- Présence d'un technicien pour assister au contrôle technique prévu aux Articles R125.2.4 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 - Article 1).

6.6 Traçabilité des interventions

Après chaque visite, le technicien devra renseigner le carnet d'identité et de santé et fournir par mail un rapport de visite détaillé ; il précisera en particulier :

- Le détail des anomalies constatées, le détail des travaux effectués et le temps passé par le ou les spécialistes (avec indication de leurs qualification) =,
- La liste détaillée des pièces remplacées,
- Le compte-rendu détaillé des essais et vérifications effectuées,
- L'état de fonctionnement des équipements,
- Les éventuelles préconisations proposées par le titulaire.

Les rapports seront visés en priorité par un des responsables du service sécurité incendie, à défaut par l'agent SSIAP présent au PC sécurité après renseignement de son nom.

Toutes sujétions de remise en état feront l'objet d'un devis, suivi d'un bon de commande en cas d'acceptation du Centre Hospitalier Le Vinatier.

6.7 Obligation de résultat

Pour l'ensemble des prestations énoncées, le titulaire a une obligation de résultat.

6.8 Appareils de marque « ORONA »

Le parc d'équipements du Centre Hospitalier Le Vinatier est en majorité constitué d'appareils de marque ORONA, concentré sur une importante zone d'hospitalisation. Une attention particulière sera portée par le titulaire ainsi que par le Centre Hospitalier Le Vinatier sur les différentes maintenances effectuées sur ces appareils ainsi que sur les temps d'immobilisation des ascenseurs.

Ces appareils sont très importants pour le fonctionnement des unités de soins et pour la continuité de service.

6.9 Valises de diagnostics

Le CHLV dispose au lancement du marché de :

- Une valise de diagnostic pour les appareils de marque ORONA stockée au PC sécurité du Centre Hospitalier Le Vinatier au Bâtiment 201.
- Une valise MAC PUARSA stockée au PC sécurité du Centre Hospitalier Le Vinatier au Bâtiment 201.

Le titulaire peut utiliser ces valises et est en charge de leur mise à jour.

Les valises restent propriété du CHLV et ne doivent être utilisées que pour des interventions au sein du CH Le Vinatier. Le CH Le Vinatier ne s'engage pas à ce que ces valises soient disponibles en permanence et sur toute la durée du marché, il s'agit uniquement d'un moyen de facilitation de l'intervention du titulaire et non d'un engagement contractuel à mettre à disposition ces équipements auprès du titulaire.

7. MODALITES D'INTERVENTION, REMPLACEMENT DU PERSONNEL DEFAILLANT

Le personnel de l'entreprise se présentera obligatoirement au PC sécurité incendie à son arrivée sur le site du Centre Hospitalier Le Vinatier et avant de quitter le site. Un trousseau de clés dit « trousseau ascenseurs » lui sera remis par l'agent SSIAP en poste. Ce trousseau ne devra en aucun cas quitter le site du Centre Hospitalier Le Vinatier.

Le personnel de l'entreprise devra respecter les règles de stationnement en vigueur sur le site du Centre Hospitalier Le Vinatier. En aucun cas il ne devra stationner devant le PC sécurité sauf accord du personnel du Service Sécurité Incendie en cas de déchargement de matériel ;

Le personnel de l'entreprise sera porteur d'un badge avec photo et identité de l'entreprise.

Le Centre Hospitalier Le Vinatier se réserve le droit de demander le remplacement de tout personnel qui manquerait à sa tâche tant du point de vue moral, conduite, tenue, que technique. Le titulaire devra le cas échéant remplacer le personnel concerné dans un délai de 10 jours ouvrés maximum.

En cas d'interventions multiples (plusieurs ascenseurs en panne en simultané sur un même site), le titulaire ne facture qu'un seul forfait de frais de déplacement.

8. INFORMATION VERS LE CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER ET LES USAGERS

Le titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien mis à la disposition du Centre Hospitalier Le Vinatier au PC sécurité.

Sont mentionnés sur le carnet d'entretien les informations suivantes :

- Dates, heures d'arrivée et départ du technicien ;
- Nom et signature du technicien ;
- Nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacement de pièces effectuées sur les ascenseurs au titre de l'entretien ;
- Date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.

De plus, le titulaire :

- A l'obligation, que ce soit dans le cadre d'un dépannage ou de gros travaux et si l'appareil doit rester à l'arrêt, d'informer par voie d'affiche sur toutes les portes, la date et l'heure de remise en service de l'installation et d'en informer le service sécurité incendie ;
- Transmet par mail au responsable du service sécurité et son adjoint, les bons d'intervention avec copie au service sécurité incendie ;
- Tient à la disposition du Centre Hospitalier Le Vinatier la notice à jour d'instruction des ascenseurs objet du marché ;
- Remet au responsable du Service Sécurité incendie ou son représentant, dès notification du contrat : l'organisation de son plan d'entretien, les coordonnées des responsables chargés du suivi du contrat et informe le responsable du Service Sécurité Incendie ou son représentant des changements en cours de contrat ;
- S'assure à chaque visite d'entretien de la présence en cabine, et au palier principal, de l'étiquetage comportant le numéro d'appel d'urgence et l'identification de l'appareil. Dans le cas contraire, il y remédie immédiatement. Il s'agit de même pour toute autre plaque d'instruction.

- Si le carnet d'entretien est manquant lors de la prise en charge des installations, le titulaire s'engage à en mettre un à disposition sans contrepartie financière.
- Un rapport d'activité annuel par bâtiment et par appareil est remis au responsable du Service Sécurité Incendie ou son représentant dans le mois suivant la date anniversaire du contrat (date de début de marché).

Ce rapport présentera notamment l'historique des demandes d'interventions pour dépannage ou désincarcération, l'historique des visites d'entretien, et, dans le cadre du devoir de conseil du titulaire, toutes suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des installations. L'absence de remise du rapport annuel d'exploitation est sanctionnée par une pénalité fixée dans le CCAP.

9. INFORMATION VERS LE TITULAIRE

Le Centre hospitalier Le Vinatier s'engage à indiquer au titulaire toute présence d'amiante et / ou de plomb dans le bâtiment où se situe(nt) le(s) appareil(s), objet du contrat, en lui mettant à disposition les DTA correspondants.

A la signature du contrat, Le Centre Hospitalier Le Vinatier remet au titulaire toutes notices de fabricants dont il dispose ou instructions établies par un titulaire précédent relatives aux ascenseurs concernés.

Le Centre Hospitalier Le Vinatier garantit au titulaire le libre accès en toute sécurité à ses ascenseurs de façon à lui permettre d'assurer les prestations à tout moment.

Le Centre Hospitalier Le Vinatier reste le gardien de ses ascenseurs. Le contrat ne l'exonère pas de ses obligations légales et réglementaires et plus généralement l'obligation de sécurité lui incombant à ce titre.

Si un fait anormal quelconque (dysfonctionnement, bruit, vandalisme, comportement anormal d'utilisateur, etc...) concernant un ascenseur sous contrat se produit, le Service de Sécurité Incendie du Centre Hospitalier Le Vinatier met immédiatement l'appareil à l'arrêt et prend les mesures utiles pour en interdire l'usage. Le Centre Hospitalier Le Vinatier dans ce cas signale aussitôt au titulaire (par tous moyens à sa disposition) le fait constaté.

Le Centre Hospitalier Le Vinatier informe également le titulaire en cas de :

- Panne sur appareil, personne bloquée. Cette information, qui peut également être donnée par la téléalarme ou les utilisateurs, donne preuve du point de départ des délais d'intervention du titulaire tels que prévus à l'article 3 des présentes ;
- D'intervention de tiers survenant sur une des installations ;
- D'incendie, dégâts des eaux, démolition, destruction, fermeture d'immeuble. Pendant la période éventuelle de fermeture, il sera trouvé un accord sur des mesures conservatoires pour éviter de graves dommages et la levée de redevance.

10. MISE EN PLACE DU MARCHE ET FIN DE MARCHE

Lors de la mise en place du marché le titulaire doit réaliser un état des lieux de passation avec l'ancien titulaire, en présence du contrôleur technique si le CHLV en mandate un à ces fins.

En amont de la fin du marché le titulaire doit réaliser un état des lieux contradictoire avec le titulaire entrant. Cet état de lieux doit se faire appareil par appareil pour vérifier que le titulaire sortant aura bien rempli ses obligations et réalisé les maintenances de fin de contrat sans qu'elles ne se reportent sur le nouveau fournisseur.